

The Legal News.

VOL. X. MAY 14, 1887. No. 20.

An Act passed recently by the Legislature of Ohio goes very far in the assertion of "women's rights," and in giving husband and wife a separate status. The wife is authorized to make personal contracts as if unmarried, and husband and wife may contract together subject to the doctrine of confidential relations. On the other hand it imposes on the wife the duty of assisting the husband in supporting the minor children, if he is unable to do it wholly. The *American Law Record* says: "The present act removes the last vestige of the old, fanciful doctrine of the common law, that husband and wife are but one person in the eye of the law, together with all the consequences deduced from that proposition by the inexorable logic of the feudal lawyers."

The *Law Journal* (London) remarks that "the Attorney-General, in the House of Commons, went too far when he said that 'any report of a trial which was in fact an indecent publication was subject to the law as to indecent publications,' and that this was part of the doctrine in the case of 'The Confessional Unmasked,' namely, that motive was not to be considered. The decision, however, in *Steele v. Brannan*, 41 Law J. Rep. M. C. 85, where that case is reported on the second occasion on which it came before the Courts, is that an indecent book republished as part of a report of the trial of a proceeding in which it was pronounced indecent has no privilege. Mr. Justice Keating and Mr. Justice Grove confined themselves strictly to deciding this point, and Chief Justice Bovill held that the publication was not, in the circumstances, a fair report of the trial. It is obvious that when a trial at law is made a subterfuge for publishing indecent matter, no privilege exists, because the claim is not *bona fide*. A fair report of a trial published in the interests of justice, and not using the judicial proceedings as a cloak

for indecency, although it does use words which, if published on another occasion, would be indictable, has never been held to be indictable; and it is not in accordance with the genius of English law that it should be."

COUR DE REVISION.

QUEBEC, 30 avril 1886.

Coram STUART, J. C., CARON, ANDREWS, JJ.

LABERGE V. LABERGE ès-qualité, et McNICHOLL et vir, opposants, et LABERGE, contestante.

Douaire—Opposition afin de surseoir—Créance antérieure au douaire.

JUGÉ:—*Que le créancier antérieur au douaire peut faire saisir et vendre l'immeuble affecté au douaire; que le douairière qui a institué une action en licitation et partage de la jouissance de l'immeuble sur lequel porte son droit, ne peut par une opposition afin de surseoir faire suspendre la vente jusqu'à adjudication sur telle action, mais qu'elle peut faire valoir son droit par une opposition à fin de charge.*

La demanderesse ayant obtenu jugement pour pension alimentaire contre le défendeur, tuteur à ses petits enfants issus du mariage de l'opposante avec feu Ferdinand Bergeron, fit saisir un immeuble ayant appartenu à la communauté de biens qui avait existé entre ces derniers.

L'opposante et son second mari produisirent une opposition à fin de surseoir à la vente. L'opposante alléguait (1) son douaire sur l'immeuble saisi; (2) qu'elle avait institué contre ses enfants une action en licitation et partage de l'usufruit du dit immeuble, action encore pendante, concluant: "A ce que les procédés sur la vente soient suspendus jusqu'à ce que le dit immeuble soit licité et partagé quant à la jouissance et usufruit, avec dépens en cas de contestation contre qui de droit, l'opposante à tout événement, devant être remboursée des dits dépens comme frais de partage et licitation."

La demanderesse contesta parce que l'immeuble saisi avait été donné par elle au premier mari de l'opposante à la charge de la

pension réclamée; et que la dite donation avait été consentie antérieurement au mariage de l'opposante qui avait créé le douaire inoué.

La contestante, outre les faits ci-dessus, prouva l'enregistrement de sa donation après le mariage, mais avant l'enregistrement requis pour conserver le douaire.

La Cour Supérieure (Malbaie, ROUTHIER, J.) renvoya la contestation par le jugement suivant:—

“ Considérant qu'en vertu du jugement qu'elle a obtenu en cette cause, contre le défendeur ès-qualité, la demanderesse ne peut faire vendre sur lui (défendeur) que la part de l'immeuble saisi qui lui appartient, et non la part qui appartient à l'opposante, et qui consiste dans la moitié indivise du dit immeuble;

“ Considérant qu'il est établi que l'opposante a, dès la fin de décembre 1884, institué contre le défendeur ès-qualité une action en partage et licitation du dit usufruit indivis, et que la dite action est encore pendante devant cette Cour, sous le No. 584;

“ Considérant que les droits immobiliers respectifs du défendeur et de l'opposante dans le dit immeuble saisi, doivent être divisés et licités dans la dite instance, et qu'il est juste que la saisie-exécution faite en cette cause par la demanderesse soit suspendue jusqu'à ce qu'il y ait eu partage ou licitation du dit usufruit, dans la dite cause No. 584;

“ Maintient la dite opposition de Louise McNichol et vir, et ordonne que la saisie-exécution immobilière, telle que faite en cette cause, soit suspendue jusqu'à ce que l'usufruit de l'immeuble saisi soit licité ou partagé comme susdit, avec dépens de la contestation de l'opposition contre la demanderesse mais sans préjudice au droit de cette dernière de faire vendre, s'il y a lieu, la nue-propiété de l'immeuble.”

Ce jugement fut accompagné des observations suivantes:

Le grand moyen de contestation invoqué par la demanderesse contre l'opposition *afin de surseoir* faite en cette cause, peut se résumer comme suit:

“ Mon titre de créance, dit la demanderesse, est antérieur à celui des opposants; donc, ils ne peuvent pas préjudicier à l'exer-

cice de mon droit. Maintenir l'opposition, ce serait soutenir que le douaire de l'opposante prime mon privilège de bailleur de fonds.”

Mais en raisonnant ainsi, la demanderesse se méprend sur la véritable portée de l'opposition. Les opposants ne contestent pas le privilège de bailleur de fonds de la demanderesse; ils ne mettent pas en question l'antériorité de ce privilège et ils ne prétendent pas à une préférence dans la revendication de leurs droits. Il ne peut pas même être question de préférence entre les droits respectifs des parties, parce que ces droits ne sont pas de même nature.

En effet, la demanderesse réclame une créance, tandis que les opposants revendiquent une part de propriété.

Les prétentions des opposants peuvent se résumer comme suit, en s'adressant à la demanderesse:

“ Vous avez une *créance personnelle* contre Emile Laberge ès-qualité, et en même temps une *hypothèque privilégiée* sur l'immeuble que vous avez saisi en cette cause; nous ne contestons ni votre *créance personnelle* ni votre *privilège*, ni le jugement que vous avez obtenu, ni votre droit de faire saisir et vendre les biens qui appartiennent à Emile Laberge ès-qualité. Mais, il y a une portion de l'immeuble que vous avez saisi qui nous appartient, et cette portion est indivise: elle consiste dans l'usufruit de la moitié indivise du dit immeuble. Si cette portion était divisée, nous la réclamerions par une opposition *afin de distraire*, et vous seriez bien obligée d'y consentir puisque vous n'avez pas de jugement contre nous, et ne pouvez pas faire saisir-exécuter nos biens. Si nous n'avions pas déjà devant cette Cour, une action en partage et licitation contre Emile Laberge ès-qualité réclamant notre usufruit, nous pourrions aussi faire une opposition *afin de charge*, demandant que l'immeuble saisi soit vendu à charge de notre usufruit. Mais dans ce cas, on comprend quels inconvénients énormes il en résulterait non-seulement pour les opposants, mais pour l'adjudicataire, et par contre-coup pour la demanderesse; car l'indivision subsisterait après la vente et l'adjudicataire serait soumis aux ennuis et aux frais d'une action en *partage et licitation*. Or cette action,

qui devrait alors être portée contre l'adjudicataire, elle est aujourd'hui pendante contre les défendeurs ; et tout ce que nous demandons par notre opposition, c'est que vos procédés pour faire vendre l'immeuble soient suspendus jusqu'à ce que les droits respectifs des opposants et des défendeurs dans le dit immeuble soient divisés ou licités par sentence de cette Cour. S'ils sont divisés, vous pourrez faire vendre alors la part des défendeurs ; s'ils sont licités, vous réclamerez sur le prix le paiement de votre créance en faisant valoir alors votre privilège ; et la balance du prix sera partagée entre le défendeur et l'opposante, suivant leurs droits respectifs."

Je suis d'avis que ces prétentions des opposants sont parfaitement fondées en droit et en équité. Je ne vois pas en quoi la demanderesse peut s'en plaindre.

Sans doute elle est retardée dans sa procédure ; mais ce retard est nécessité pour éviter l'illégalité et l'injustice qu'elle commettrait en faisant vendre sur le défendeur une part d'immeuble qui ne lui appartient pas. Ce retard peut lui être préjudiciable, mais c'est pour éviter un plus grand préjudice. Je pourrais citer dans notre procédure un grand nombre de cas semblables, où des moyens dilatoires sont permis quoiqu'il en résulte certain préjudice à certaines parties. Qu'il me suffise de rappeler les exceptions dilatoires pour appeler des garants, qui retardent quelque fois beaucoup l'action principale.

Le simple retard causé à la demanderesse me semble un préjudice minime comparé à celui qu'éprouverait l'opposante, si après avoir fait une opposition *afin de charge*, elle était obligée de reprendre après la vente, une nouvelle action en *partage et licitation* contre l'adjudicataire.

Au reste, c'est le droit de la demanderesse d'intervenir dans l'instance pendante en *partage* afin de hâter la procédure et de la surveiller. De fait, il appert au dossier, quoique l'issue ne soit pas jointe sur ce point, que telle intervention a eu lieu.

La demanderesse soutient dans son *factum* que l'opposante, en sa qualité de douairière, est tenue personnellement, comme le défendeur, au paiement de sa créance. Cela me paraît fort douteux ; mais supposé que ce

soit exact, cela ne donnerait pas à la demanderesse un *titre exécutoire* contre l'opposante, et ne lui permettrait pas de faire vendre l'usufruit qui lui appartient sans avoir préalablement obtenu jugement contre elle.

La demanderesse dit encore que la procédure adoptée par l'opposante n'est appuyée sur aucun texte de loi positif.

Mais ce serait une erreur de croire que les seules procédures permises devant nos tribunaux soient celles qui sont indiquées et réglées par notre Code de Procédure. S'il devient nécessaire pour faire reconnaître nos droits dans une cause, de recourir à des procédés exceptionnels que notre Code n'a pas prévus, la justice exige de les admettre s'ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions de notre Code. C'est ce que déclare d'ailleurs l'article 21 de notre C. P. C.

Ici, d'ailleurs, le procédé n'est pas nouveau. Il existait dans l'ancienne procédure française d'où la nôtre est tirée, et il a été récemment reconnu, et conseillé par l'hon. juge Casault dans la cause citée par l'appelante.

La demanderesse admet la justice du procédé dans le cas cité par Pigeau. Or ce cas est analogue à celui qui nous occupe. La seule différence c'est que dans le premier c'est le droit de propriété *tout entier* qui est indivis, tandis que dans le second cas c'est l'usufruit seulement qui est indivis. La question, d'ailleurs, est identique, et la solution doit être la même.

En résumé, la contestante cita les autorités suivantes :

I. La rente réclamée garantie par privilège de bailleur de fonds : 2014 et 2044, C. C. *Dufresne & Dubord*, 4 Q. L. R. 59, en appel ; *Chapais & Lebel*, 3 L. C. R. 477.

II. Le douaire étant postérieur à la créance de la demanderesse ne peut lui préjudicier : Art. 1447 C. C., et les autorités sous cet article. Pothier, Douaire, No. 91,—Guyot, vbo. douaire, p. 303, col. 2, parag. 2 ; 2 Argou, liv. 3, ch. 10, pp. 146 et 147 ; Code de Procéd., Art. 710 ; Renusson, Douaire, p. 226, No. 11.

III. Le droit d'usufruit de l'opposante sur l'immeuble saisi, n'empêchait pas de le saisir pour le tout sur le défendeur. Autorités ci-dessus et Héricourt, Décret d'immeuble, p. 150 et seq.

IV. L'opposante n'avait que l'opposition afin de charge.

C. de Proc., Art. 659; Pothier, Procéd., p. 234; Ferrière, Coutume de Paris, vol. 2, p. 474; Ferrière, Dict. de Droit, vbo. opposition, p. 296, col. 2.

L'opposante cita : 2 Chabot, Quest. transitoires, vbo. Droits acquis, pp. 88, 90, 92, 93, idem loc. cit. vbis. douaire coutumier, pp. 33, 34, 42, 61, 65; 4 Legal News, p. 71, opinion de l'hon. juge Rainville, C. S. Rév; Art. 1427, C. C.; 1 Pigeau, proc. civ. pp. 762 et 763; 10 Q. L. R. p. 136, l'Hopital Général v. Gingras, C. S. Casault, J.; Roy v. Roy, 13 R. L., p. 380, Mathieu, J.

Jugement en révision :

"Considering that the plaintiff's judgment under which she has taken in execution the immoveable in this cause seized, is for arrears of a life rent created on the said immoveable in her favor by deed of donation by her and her deceased husband to the opposant's deceased husband prior to opposant's marriage with him;

"Considering that the right of the opposant in said immoveable is merely one of usufruct during her life and ought to be claimed by her by an opposition *afin de charge* and subject to the obligation on her part of giving to the plaintiff security that the said immoveable would be sold for a sufficient sum to assure to the plaintiff payment of her life rent;

"Considering that the plaintiff is entitled to bring to sale forthwith the whole of the said immoveable without regard to the action *en partage* brought by the opposant, and the opposition by the opposant filed to said sale is unfounded, and that there is therefore error in the judgment rendered by the Superior Court for the district of Saguenay on the 3rd March, 1886, maintaining the said opposition;

"Doth hereby reverse the said judgment and doth hereby dismiss the said opposition with costs, as well of said Court of first instance as of this Court of Review, distracts, etc."

Charles Angers, proc. de la contestante.
J. S. Perrault, proc. de l'opposante.

(C. A.)

CIRCUIT COURT.

HULL, (District of Ottawa), May 6, 1887.

Before WÜRTELE, J.

GUEST V. CARLE & DUNN.

Procedure—C.C.P., Arts. 34, 69—Summons—
Matters purely personal.

HELD:—That the Courts in the Province of Quebec have no jurisdiction, in matters purely personal, over persons residing in the Province of Ontario, when they have no property in the Province of Quebec, when the cause of action did not arise therein, and they have not been personally served within the territorial jurisdiction of such Courts.

PER CURIAM.—This suit is founded upon a promissory note, made and signed by the defendant Carle, in the city of Ottawa, and Province of Ontario, and endorsed there by the other defendant Dunn.

The defendant Dunn resides in the city of Ottawa, and the action was served upon him there. He has not filed a declinatory exception; but in his pleas to the merits he invokes the want of jurisdiction.

Under article 34 of the C.C.P. our Courts have jurisdiction in matters purely personal, when the defendant has his domicile in the territorial jurisdiction of the Court, when the defendant is personally served in such territorial jurisdiction, and when the right of action originates within such territorial jurisdiction. Under article 68 the Courts have jurisdiction over non-residents who have property in this Province; and under article 69 the Courts have also jurisdiction over residents of the other Provinces of the Dominion, when they have property in this province, or when the cause of action arose therein.

In the present case the defendant Dunn resides in the Province of Ontario, he has not been personally served within the limits of the county of Ottawa, which forms the territorial jurisdiction of this Court; it is not alleged, nor shown by affidavit or otherwise, that he has property within the county of Ottawa; and the cause of action arose without the province. He is therefore not amenable to the jurisdiction of this Court.

Regularly the want of jurisdiction or incompetency of the Court should be invoked by a declinatory exception; but article 114 of the C.C.P. enacts that, even when no such exception has been pleaded, the parties must be dismissed by the Court, if the action is manifestly beyond its jurisdiction. Here the facts brought under the notice of the Court establish manifestly that the defendant Dunn is not amenable to it. I must therefore apply this article to the case, and I consequently declare the Court incompetent and discharge the defendant Dunn out of Court.

It has been established that the defendant Dunn was sued in the Province of Ontario for the note now in question, and that he has paid certain moneys on account of the judgment against him. I therefore condemn the other defendant, Carle, to pay only the balance now due on the note with interest and costs.

Defendant Dunn discharged out of Court, and judgment against the other defendant, Carle.

Arthur McConnell, for Plaintiff.
Rochon & Champagne, for Defendants.

COUR DE CASSATION.

(CH. CIVILE.)

(DEUX ARRÊTS.)

29 mars 1886.

Présidence de M. BARBIER, premier président.

Chemins de fer—Transport de marchandises—Avaries de route—Tarif spécial—Clause de non garantie—Faute—Preuve.

La clause d'un tarif spécial d'une compagnie de chemins de fer, pour le transport des marchandises portant que la compagnie ne répond pas des avaries de route, n'a point pour effet d'affranchir la dite compagnie des fautes qui seraient reconnues avoir été commises par elle ou ses agents; mais elle a pour effet de mettre la preuve de ces fautes à la charge de l'expéditeur ou du destinataire qui les invoquent (1re et 2e espèce).

En conséquence, est nul, comme manquant de base légale, le jugement, qui, nonobstant la dite clause, déclare la compagnie responsable

d'une avarie de route, sans constater aucun fait précis et déterminé constitutif d'une faute imputable à la dite compagnie ou à ses agents (1re espèce);

Spécialement le jugement, qui se borne à affirmer en ne prenant en considération que la nature de l'objet transporté et les conditions matérielles du transport, que l'avarie survenue en cours de route, n'a pu être causée que par une faute de la compagnie (1re espèce).

Mais un jugement a pu, à bon droit, déclarer la compagnie responsable, en reconnaissant que l'avarie provient de ce qu'en opérant eux-mêmes le chargement et le déchargement des objets transportés, ses agents ont omis de prendre les précautions les plus élémentaires, et que l'avarie notamment aurait été évitée si les dits agents avaient placé et déplacé avec soin les dits objets, et les avaient, au besoin, éloignés les uns des autres (2e espèce).

1re Espèce—CH. DE FER P.-L.-M. V. BENOIT.

LA COUR,

Statuant sur le moyen unique du pourvoi :
Vu le tarif spécial No. 41 du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le dit tarif dûment homologué;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que les 98 tuyaux de fonte faisant l'objet du procès, avaient été expédiés par Benoit, d'après sa demande, aux conditions du tarif spécial No. 41, de la compagnie demanderesse lequel affranchit la dite compagnie des décrets et avaries de routes;

Attendu, d'une part, que ces dispositions sont générales; qu'elles s'appliquent sans distinction à toutes les avaries qui peuvent atteindre en cours de route les marchandises transportées et particulièrement à la casse;

Attendu d'autre part, que la clause susvisée, insérée dans le tarif, avait pour effet, non de faire disparaître la responsabilité de la compagnie à l'égard de ses propres fautes ou de celles de ses agents, mais seulement de mettre la preuve de ces fautes à la charge du propriétaire des marchandises, par dérogation aux règles du droit commun en matière de transport;

Attendu que Benoit n'a allégué à l'encontre de la compagnie l'existence d'aucune faute imputable soit à la compagnie elle-même, soit à ses agents; que, pour accueillir la demande

en paiement de l'avarie, l'arrêt attaqué n'a constaté aucun fait précis et déterminé constitutif d'une faute; qu'il s'est borné à déclarer que le tuyau de fonte remis intact au départ était arrivé brisé, et que la casse, autant par la nature de l'objet que par les conditions matérielles du transport, avait été causée par une faute de la compagnie;

Mais attendu qu'il n'existe aucune corrélation nécessaire entre le fait relevé et la conséquence qui en est déduite; d'où il suit que la décision attaquée (Montpellier 25 janvier 1884) manque de base légale et qu'elle renferme la violation du tarif sus-visé;

Par ces motifs,
Casse.

2e Espèce.—CH. DE FER DE L'EST V. GEOFFROY-JOBARD.

LA COUR,

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Attendu que si le tarif spécial P. V. No. 33 des transports à petite vitesse des chemins de fer de l'Est porte que la compagnie ne répond pas des avaries de route, cette clause ne saurait avoir pour effet d'affranchir la dite compagnie des fautes qui seraient reconnues avoir été commises par elle ou par ses agents; qu'il en résulte seulement que la preuve de ces fautes reste à la charge de ceux qui les invoquent;

Attendu que pour rendre la compagnie de l'Est responsable des avaries éprouvées par les objets expédiés pour le compte de Geoffroy-Jobard, le jugement attaqué déclare qu'il est établi et non dénié que la compagnie a elle-même opéré le chargement et le déchargement de la buanderie et de la cuisinière transportées; que ces objets, par leur nature, offraient une résistance suffisante pour que la simple trépidation du wagon en marche ne pût les briser; qu'il suffisait, pour éviter l'accident survenu, de prendre les précautions les plus élémentaires; que ce résultat eût été atteint si les agents de la compagnie avaient placé et déplacé avec soin les articles de quincaillerie qui leur avaient été confiés et les avaient au besoin éloignés les uns des autres: qu'en ne prenant pas ces précautions, la compagnie a commis une faute engageant sa responsabilité;

Attendu qu'en tirant, par une affirmation directe de ces faits et circonstances souverainement constatés par le Tribunal, notamment de la nature et de la résistance des marchandises, rapprochées du défaut de soins des agents de la compagnie, la conclusion formelle que les avaries éprouvées par les objets transportés avaient été occasionnées par l'absence de précautions de la part de la dite compagnie, le jugement attaqué (Trib. com. Chaumont 6 août 1883) a suffisamment établi la faute qu'il relève à la charge de cette dernière et n'a, par suite, violé aucune des dispositions de la loi visés par le pourvoi;

Par ces motifs,
Rejette.

THE LATE SIR JOHN MELLOR.

Sir John Mellor, formerly a Justice of the Court of Queen's Bench, England, died April 26, aged 78. He was the only son of a wealthy member of the firm of Gee, Mellor, Kershaw & Co., Lancashire manufacturers. He was called to the Bar, June 7, 1833, and joined the Midland Circuit. In 1849 he became Recorder of Warwick, was made Q.C. in 1851, and Recorder of Leicester in 1855. In 1857 he was elected to Parliament for Yarmouth. Four years later he was raised to the Bench by Lord Westbury. The following notice of his career is from the *Law Journal* (London):—

The career of Sir John Mellor exemplifies how often determination to succeed secures success, and with how little learning or brilliance a man may be a very satisfactory judge. He was one of those men who started at the bar under the favouring influence of friends, who managed to secure that filip to professional progress—a seat in Parliament, and who was eventually appointed, with the usual professional murmurs, on political grounds, to a seat on the bench. All these things would not have happened but for the resolve which he registered in the Castle Yard at Leicester, under the stirring influence of the entry of the judges of assize, that he would be a judge himself, and for his having steadily kept that resolve in view through life. He was far from being the first, as he will not be the last, man who, being the son of a maker of hats or even of humbler origin,

has attained high judicial office. Sir John Mellor had above other men the art of getting on, and had the good fortune or the good judgment to attach himself closely to Bethell. He was one of the few men who were Lord Westbury's friends, and it was Lord Westbury's personal feeling for him which gave him his judgeship, while political service served as a justification to the party if not to the profession. Lord Westbury had only been Chancellor a few months, since the death of Lord Campbell, and Mr. Justice Mellor was his first judge. Sir John Mellor, although he read in the chambers of Thomas Chitty, did not, like most of the lawyers of his day, practice the art of special pleading, which it is the fashion now to decry, but which has made most of our great lawyers, and the loss of which as a means of education is already showing itself in the rising generation; but, recognizing the true bent of his talents and the direction of his opportunities, he betook himself to quarter sessions and circuit in the Midland counties. The considerable business which he obtained as a junior was of a kind rather to be consolidated than imperilled by his becoming a Queen's Counsel, and, having in turn obtained two Recorderships and achieved a seat in Parliament, he, on the resignation of Mr. Justice Hill, and the refusal of Sir William Atherton, Attorney-General, to take the vacant place, became a judge of the Court of Queen's Bench.

During all the time that Mr. Justice Mellor was in that Court he sat beside Cockburn as Chief Justice, and nearly all the time beside Blackburn as puisne judge. Shee, Hayes, Quain, Archibald, and Hannen came and went, but these seemed permanent. Lord Blackburn was then *impiger iracundus acer*, and Mr. Justice Mellor often had to throw the oil of his manner on the waters troubled by his vigorous colleague. He outlived the Court of Queen's Bench, although its destruction did not touch his feelings as it did those of the Chief Justice. What may, however, be called the apotheosis of the Queen's Bench, when the Common Pleas and the Exchequer were merged in it, did not occur until after Mr. Justice Mellor had left the bench and Cockburn was dead. By that

time Lord Blackburn had been elevated to the Lords, leaving the Court very much as long a time before Mr. Justice Mellor left it as he had joined it before Mellor was appointed. Mr. Justice Mellor had left the bench before the migration to the Royal Courts of Justice took place, and the farewell which he took of the bar on June 12, 1879, was the last judicial farewell which took place in Westminster Hall, just as the farewell to Vice-Chancellor Bacon was the first given in the Royal Courts. Sir John Holker, as Attorney-General, delivered the address from the bar, and described the first appearance of the now retiring judge on circuit at Appleby, the critical attitude of the bar on that occasion, and the satisfactory way in which the new judge acquitted himself. The bar, said Sir John Holker, had been treated by Mr. Justice Mellor "not only with courtesy, but with a generous kindness." No one who saw the broad lines of the beaming face and the careless figure of Mr. Justice Mellor on the bench but would believe this testimony, still less any one, especially if he were a young counsel, who had practised in his Court. Something has been said about the opinions of Mr. Justice Mellor in regard to religion. No doubt these opinions changed from time to time, but a story which is told of him at a period when Lush and Shee were his colleagues on the bench shows the view taken at that time. The Court of Queen's Bench had to decide a question of ecclesiastical law, and the judges were said to be variously qualified for the duty. Lush was a Baptist, Shee was a Roman Catholic, Mellor was nothing at all, and the Church of England was left to be represented by Cockburn. Subsequently Mr. Justice Mellor and Mr. Justice Lush alone had before them the application of a Nonconformist to be admitted as a fellow of Hertford College, Oxford, which they granted, to be overruled afterwards by the Court of Appeal, although no bias was ever suggested. As Mr. Justice Mellor's first judicial experience was on the Northern Circuit so was his last. A year after his retirement, in consequence of the indisposition of Baron Huddleston, he gallantly undertook to go the Winter Circuit in the North as a special commissioner. It was

argued in these columns at the time, and it has since been generally accepted as sound law, that his qualification was solely as a serjeant, and that a Queen's Counsel who has been a judge is no longer a Queen's Counsel. Mr. Justice Mellor was perhaps best known to the public as a prominent figure in the trial at bar in the case of *Regina v. Castro*. It fell to his lot to pass sentence in that case, and he addressed the defendant by his several aliases of Castro, Orton, and Tichborne, and on awarding a punishment of fourteen years' penal servitude, added that it was "wholly inadequate to the offence."

In his later days Mr. Justice Mellor suffered from the infirmity of deafness, which is the terror of judges, and he shared some of the aversion of Sir James Bacon to the beard on the upper lip. He used to take great trouble to hear what was said, and would insist on its being repeated in a louder tone if he did not hear. Sometimes in a criminal trial a witness would have to repeat words which he modestly spoke in a low tone. The judge, misunderstanding his motive, would sternly order him to speak out, whereupon the witness would in desperation shout out at the top of his voice words which no one would be proud of repeating. Mr. Justice Mellor was perhaps more at home in Criminal Courts, where his knowledge of life, common sense, and genuinely kind manner were conspicuous. He was, with Mr. Justice Blackburn, one of the special commissioners who tried the murderers of Sergeant Brett at Manchester. An attempt was made to show that the prisoners in Brett's charge when he was shot in an attempt at rescue were held under an illegal warrant; but the judges decided against the contention without any doubt. The eighteen years during which Mr. Justice Mellor was in the Queen's Bench make him conspicuous in the history of the time; but his *role in banco* was rather as moderator of the brilliance, learning, and vigour of his colleagues of that day than as contributing to the shining qualities of the Bench. He did not illuminate the law by learning or originality, but he may safely be numbered among the good judges of his day.

GENERAL NOTES.

LEGAL POSITION OF FRENCH PENNIES.—Some misapprehension prevails in regard to the legal position of French coins in England. By an Act passed in 1870 (33 Vict. c. 10, s. 5) it is provided that 'no piece of gold, silver, copper, or bronze, or of any metal or mixed metal, of any value whatever, shall be made or issued except by the Mint, as a coin or a token for money, or as purporting that the holder thereof is entitled to demand any value denoted thereon; every person who acts in contravention of this section shall be liable on summary conviction to a penalty not exceeding twenty pounds.' A person who pays a penny omnibus fare with a French penny, 'issues a piece of bronze as a coin or a token for money,' and is liable to the penalty of the section. French pennies are, therefore, not merely an illegal tender in the sense that the creditor may refuse to take them, but in the sense that it is penal to offer them and an abetting of a penal act to take them. If the Government offices were to accept these coins the Queen's servants would be assisting in the commission of a penal offence of which they themselves would be guilty if they sent the coins to the bank. *Law Journal*, (London).

INFERENCES FROM LITERARY STYLE.—In the Court of Appeal of Ontario, on March 1 an appeal from the Common Pleas Division in a case of *Scott v. Crerar* was heard. It was an action for a libel contained in an anonymous letter circulated among members of the legal profession in the city of H., charging the plaintiff with unprofessional conduct. No direct evidence was given to show that the defendant was the author of the letter, but the plaintiff relied upon several circumstances pointing to that conclusion. The trial judge refused to admit some of the evidence tendered. It was held, reversing the judgment of the Court below, that evidence of the defendant being in the habit of using certain peculiar or unusual expressions which occurred in the letter was improperly rejected; but *Seemle* that a witness could not be asked his opinion as to the authorship of the letter; and *per Burton, J.A.*, that evidence of literary style on which to found a comparison, if admissible at all, is not so otherwise than as expert evidence.—*Canadian Law Times*.

THE COSTS OF JUSTIFYING LIBELS.—When Mr. Lever's trial ended in his acquittal, the prosecutor Mr. Hunter, was ordered to pay the costs of the defence. The costs which Mr. Lever had to pay to his own counsel and solicitors amounted to £2,205. Of this he recovers from Mr. Hunter, under the order of the Court, £558, so that he is actually out of pocket to the extent of £1,647. The *Liverpool Daily Post* says that Mr. Lever's losses are not caused by any peculiarities of his case, but are the necessary consequence of the position which he took up. If a public-spirited man takes upon himself to expose a bad system he must go to enormous expense in collecting evidence to support his plea, while the prosecutor has, in general, but few points, and those of the simplest nature, to prove. The result is that, even if the truth of the libel be established, the convicted man undergoes no punishment beyond the payment of costs; while the defendant, if found guilty, may be sent to gaol, and, if acquitted, has to face the certainty of heavy pecuniary loss.—*Law Journal* (London).